

JEUDI 12 SEPTEMBRE
NUMÉRO SPÉCIAL sur 6 pages

En supplément :
Un texte de
L. TROTSKY
" BOLCHEVISME
ET STALINISME "

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALE (TROTSKYSTE)
REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XIe) . Tél. : ROQ. 69-52

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE
ABONNEMENTS : 1 an ..... 1.200 frs
6 mois .... 600 frs
S.P.E.L. 6032-01 Paris 3 mois .... 350 frs

Pour une Presse
Libre

Après une interruption de six semaines, « La Vérité » reprend, avec un retard d'un semaine sur la date annoncée, dû à la fragilité de nos finances, sa parution hebdomadaire. Notre journal s'honore d'être, depuis le 1er novembre 1954, la principale cible de la répression gouvernementale. Saïssies et poursuites se sont acharnées en vain pour nous faire taire. Outre nos 100 francs plus 100.000 francs d'amende, quatre de nos rédacteurs, Bloch, Just, Lambert, Renaud, se sont vus condamnés à six mois de prison avec sursis. D'autres procès sont en cours. Du bi-mensuel à l'hebdomadaire, le 1er mai 1955, de 2 pages à 4 pages, il y a 3 mois, autant d'étapes vers le grand journal révolutionnaire, libre de toute menace gouvernementale ou bureaucratique, le journal honnête que tous les travailleurs attendent aujourd'hui. Dans cette note, les encouragements de nos amis ne nous ont pas manqué. Nous n'avons jamais fait appel à eux en vain; ils savent que notre parole est la rançon de notre indépendance. Plus que jamais, ils nous font de nouvelles abondances de nouvelles lectures. Plus que jamais nous, nous faisons nos critiques, nos suggestions, nos informations. Les colonnes de « La Vérité » sont ouvertes à tous les militants ouvriers. Pour faciliter sa diffusion, « La Vérité », paraît désormais le jeudi. Achevons un numéro, prenez note. Si vous ne trouvez pas « La Vérité », achetez votre marchand habituel, signalez-le nous.

LA GUERRE S'AMPLÈFE, LES PRIX S'ENVOLENT
LES MANIFESTATIONS DE MASSE
LA GRÈVE GÉNÉRALE
briseront les provocations gouvernementales

Après la grève des Banques

Il n'est pas trop tard pour tirer le bilan de la grève des banques, cette bataille de classes dont l'initiative revint, le 29 juin, aux mécanographes du Comptoir National d'Escompte de Paris et qui s'est étendue ensuite à toute la corporation. Trois semaines de grève générale n'ont pas apaisé entièrement le climat dans la banque, et des remous profonds sont venus, après la reprise du travail imposée par les bureaucraties syndicales, secouer la corporation. Malgré la trahison du Comité National de Grève, le 27 juillet, les employés de banque se préparent à la prochaine bataille qui fera plier les banquiers.

Dans un tract diffusé la semaine passée, les trois syndicats commentent la lutte qui vient de se dérouler, et proclament que les employés ont remporté une grande victoire sur les banquiers et le gouvernement. Ils veulent faire oublier que ce sont précisément eux qui ont empêché les employés de remporter cette grande victoire à laquelle leur combativité leur donnait droit.

Il faut revenir un peu en arrière pour examiner comment les employés de banque, après un combat aussi magnifique, ont pu obtenir d'aussi piètres résultats.

obliga les dirigeants fédéraux à intervenir. En décrétant la grève générale dans toute la corporation et en formant bureaucratiquement un Comité National de Grève, les dirigeants syndicaux prenaient le contrôle du mouvement. Tous leurs efforts devaient se limiter à empêcher les manifestations, et toute action des employés susceptible d'élargir leur lutte à d'autres corporations.

Dans la situation difficile traversée par la bourgeoisie française, les appareils syndicaux se sont révélés comme les meilleurs artisans du maintien du calme social en France.

Les banquiers, après s'être longtemps cachés derrière le paravent gouvernemental pour ne pas céder se sont vus contraints de discuter. Devant la menace d'un nouvel août 1953, le patronat français, qui avait espéré vainement le pourrissement de la grève, changeait de tactique et s'orientait rapidement vers le plan psychologique que milite, au Parlement, tous les partis unanimes demandant au gouvernement « de mettre fin sans délai au conflit des banques par la libre discussion des conventions de travail et des salaires ». Ce vote manifestait la peur

qu'éprouve la bourgeoisie française d'une explosion sociale sans précédent. Il manifestait en même temps le rôle du parlement bourgeois — du parlement des riches — que la pression de la grève contraignait à demander au gouvernement de faire respecter les conventions collectives, c'est-à-dire d'appliquer la loi !

Le 26 juillet se tient la Commission Nationale de Conciliation ou les dirigeants syndicaux acceptent un compromis qui sacrifierait les intérêts des employés de banque sur l'autel du maintien de la « paix sociale ». Les employés de banque obtiennent 8 à 10 % d'augmentation suivant l'ancienneté et un mois de congé, après 10 ans de service. Du fait de la retenue des jours de grève étalée sur cinq mois, il n'y aura amélioration des salaires qu'à partir du 1er décembre prochain. Autrement dit les employés de banque avaient fait grève pour les « salaires » (principalement les Cadres). Les jeunes et les petites catégories étaient les plus défavorisés.

Pour le compte rendu de la Commission Nationale de Conciliation, les dirigeants fédéraux avaient convoqué un meeting à la Bourse du Travail le samedi 27 juillet, espérant que les employés viendraient en moins grand nombre que les jours de semaine.

Erreur, par milliers, comme les jours précédents, les grévistes se pressent au meeting, l'atmosphère est laurée, les dirigeants syndicaux font traîner la réunion en longueur avant de parler des résultats. Leur annonce fait hurler la salle unanime.

Correspondant bancaire. (Suite page 2)

Au peuple qui avait le mauvais goût de réclamer du pain, la reine Marie-Antoinette recommanda la consommation de brioche. Il faut marquer avec son temps. Le menuisier léger, S.M.I.G. en poche (445 francs-Gaillard par jour) trouve-t-il le beefsteak et les fruits un peu chers ? « Qui le range du poulet et de la confiture ? » répond, avec un joli mouvement de menton, le radical Bourges et le Gaillard, ami de Mendès-France. Henri IV n'avait-il pas promis la poule au pot ? C'est ainsi que la IV<sup>e</sup> République tient — avec munificence — les promesses de la monarchie.

Philippe le Bel regnait souverainement les pièces d'or qui lui passaient entre les mains, pour alimenter le Trésor. Usant de méthodes moins primitives, mais plus efficaces, notre grand phynancier de d'un trait de plume, réduit de 20 % tous les salaires, pensions et retraites. « L'équilibre de la balance des paiements est rétabli », annonce-t-il triomphalement. Pas pour longtemps, d'ailleurs. Mais l'équilibre du porte-monnaie de la ménagère ? Qu'importe à ces messieurs ! Ils sont là pour assurer la stabilité des revenus des milliardaires — aussi bien M. Bourges a-t-il précisé qu'il n'attendait pas que le peuple manifeste « de l'enthousiasme » pour son programme. Pour que les ouvriers ne descendent pas dans la rue, que les paysans ne borborent pas les vœux, il se tiendra pour satisfait.

Aussi bien, ne fut-il pas, pour « l'Algérie française » pour les vignobles de M. Borgeaud, pour l'alfa de M. Blachette, pour le pétrole saharien — trouver deux milliards chaque jour pour le plus infime des guerres ? Qu'il s'intègre. Seul, l'action paie. Les manifestations de masse, par milliers, par centaines de milliers, devant les préfetures, les ministères, le parlement — la préparation de la grève générale, tous ensemble et en même temps — voilà le seul langage intelligible à ces Messieurs. Voilà le seul langage capable d'imposer : LA PAIX EN ALGERIE. 10.000 FRANCS D'Augmentation mensuelle EGALÉ POUR TOUS. LE CONTROLE POPULAIRE DES PRIX. Et le plus tôt sera le mieux ! « LA VERITE ».

Aux provocations multipliées du patronat et de son gouvernement, il n'y a qu'une réponse efficace : celle-là même qui en leur temps nos aïeux firent à Marie-Antoinette. Il n'y a rien à attendre du parlement des bourgeois, ni des partis « de gauche » qui s'y intègrent. Seul, l'action paie. Les manifestations de masse, par milliers, par centaines de milliers, devant les préfetures, les ministères, le parlement — la préparation de la grève générale, tous ensemble et en même temps — voilà le seul langage intelligible à ces Messieurs. Voilà le seul langage capable d'imposer : LA PAIX EN ALGERIE. 10.000 FRANCS D'Augmentation mensuelle EGALÉ POUR TOUS. LE CONTROLE POPULAIRE DES PRIX. Et le plus tôt sera le mieux ! « LA VERITE ».

Lire en page 4 :
UN ETE
SANS HISTOIRE
par F. FORGUE

Un appel de Messali au peuple Algérien

Nous avons regu, avec prière d'insérer, le texte qu'on va lire. Son importance extrême, dans les circonstances actuelles, sautera immédiatement aux yeux du lecteur même non averti. Ce qu'il nous avons estimé de notre devoir de journal libre de le publier intégralement.

La rédaction de « La Vérité ».

Aujourd'hui, l'estime qu'il est de mon devoir de m'adresser à toi dans les circonstances graves que traverse notre pays. Mon passé politique, le grand combat que je livre depuis quarante ans pour la liberté, la dignité et ton avenir m'autorisent pleinement à te dire ces vérités, même si elles sont quelque peu amères pour certains.

Tu sais que je n'ai jamais cherché à plaire ou à flatter, tu sais que, pour avoir dit la vérité, je n'ai cessé de souffrir jusqu'à présent. Enfin tu sais parfaitement

bien que le combat pour la liberté et l'honneur de notre peuple ne m'a jamais fait peur. Aussi, c'est pourquoi il est de mon devoir de m'adresser à toi pour attirer ton attention sur les dangers extrêmes que nous courons. En effet nous assistons depuis quelques mois à une situation où certains, consciemment ou non, manœuvrent par des forces étrangères à la juste cause pour laquelle notre peuple se bat, utilisent des méthodes qui, ni de près ni de loin, ne répondent à l'éthique et à l'intérêt général. En France et au-delà, il y a tous les jours des morts, des blessés parmi nos frères. La liste des victimes s'allonge et frappe nos ouvriers, nos petits commerçants et nos étudiants. La presse colonialiste revivie de cette ouï-dire éternelle ces crimes dans ses colonnes avec des commentaires qui touchent notre dignité et injurient nos combattants qui ne marchent rien à la Liberté de notre peuple.

Nations Unies.
Ainsi, nos adversaires utilisent ces actes fratricides pour s'efforcer de délégitimer MESSALI HADJ en résidence forcée à Belle-Ile-en-Mer. (Suite page 3.)

L'ALGERIE à la veille de l'O.N.U.

Pour la troisième fois, la session annuelle de l'O.N.U. qui s'ouvre en octobre, consacrera une part importante de ses travaux à la question algérienne. L'impérialisme français n'avait obtenu qu'un succès en février; il s'est révélé incapable de briser la résistance algérienne.

L'étude du récent développement des opérations militaires en Algérie, qu'il faut replacer dans ce contexte, nous amène à distinguer entre les opérations menées dans les zones intérieures, et celles menées dans les régions frontalières.

LES ZONES INTERIEURES.

Les derniers mois sont marqués par une nette diminution des exactions et du terrorisme aveugle, et une recrudescence des opérations à caractère purement militaire sur l'ensemble du territoire. Ainsi le journal « La Bled » note la diminution des exactions des fellaghas : 1.450 en janvier, 720 en mai à Alger, 1.200 et 703 pour Oran, 1.359 et 657 pour Constantine. L'A.L.N. agit de plus en plus comme une armée régulière de soldats en uniforme, équipés d'un matériel de guerre semi-moderne, et luttant exclusivement contre les forces de l'ordre.

L'armement nouveau, les liaisons plus étroites avec la population civile, la multiplication des maquis, le déclin des méthodes du terrorisme aveugle, et la stratégie défensive de l'armée française, qui voit beaucoup plus à la défense des fermes et des villages qu'à la destruction de l'adversaire, ont accru la mobilité et l'efficacité de l'A.L.N.

LES REGIONS MESSALISTES.

D'une manière générale, « les embuscades rebelles sont moins nombreuses, mais mieux montées, et partent plus efficacement », écrit J. Taoussan dans « Paris-Pressa » du 14 juillet. Cela est particulièrement vrai dans les régions considé-

rées comme messalistes. En effet, les messalites, simples « détachements de la population », plutôt qu'armées permanentes, qui maintiennent avec la population civile des rapports fraternels (lanisols et la Kabylie), et qu'aujourd'hui possède une puissante aviation. Ces conditions freinent les limites du renforcement de l'A.L.N. Mais la concentration et démocratisées, lousent de leur appui total, et disposent ainsi d'un réseau d'information qui leur permet de suivre tous les mouvements de l'adversaire et de frapper à coup sûr. D'autre part, ne recevant pas d'armes de l'étranger, ils ont dû perfectionner leur tactique : tomber à l'improviste sur un groupe armé isolé, récupérer le matériel, disparaître.

Le M.N.A. porte ainsi des coups très durs aux colonialistes. Ainsi le 30 juillet l'attaque d'un poste de tirailleurs près d'Alaïme, menée de l'extérieur et de l'intérieur, s'acheva par la récupération de tout le matériel et l'armement. Le 31 juillet les « escarchages » de Chemplain et d'Uzes-le-Duc, où le même tactique fut employée, rapportèrent une grande partie de l'armement adverse.

L'ORANIE.

Ces derniers mois, l'A.L.N. a concentré ses efforts sur l'Oranie (angle Relizane-Mascara-Tiaret) : embuscades nombreuses et meurtrières, incendie des fermes et de postes isolés, attaques de convois militaires. Mais les raids du 20 août constituent l'action la plus importante de ce mois. Ce jour-là, vers 11 heures du soir, des groupes d'une centaine de « fidayoums », s'installèrent dans les villes de Mascara et Tiaret, et attaquèrent les postes militaires. Ces deux raids, marqués une nette amélioration de la tactique des fidayoums. Le 29, ils isolèrent les villes en coupant les fils téléphoniques, lançant des attaques de diversion sur les

postes environnants pour paralyser le dispositif adverse. L'attaque de nuit en plusieurs points, et couvrent leur retraite en livrant une bataille de rues. Ailleurs, plus efficaces, et ceux qui résistent la possibilité d'exercer la répression sur les musulmans, absents de l'action, ces raids démontrent que l'A.L.N. peut frapper au cœur même du dispositif de l'adversaire, et cela est important tant sur le plan psychologique que militaire. En effet, ils donnent aux « forces de l'ordre » le sentiment de l'impuissance, accentuent le caractère statique et défensif de leur stratégie, en les obligeant à tenir des garnisons importantes dans des villes « rest-bâtes » à l'abri de la nuit, à réduire les opérations dans les deltas, et par là augmenter les « zones interdites » et accroître le territoire de l'A.L.N.

LA BATAILLE DU BOU-ZECCA.

Nous terminerons par quelques mots sur la bataille qui s'est déroulée aux portes de la session de l'O.N.U. à Bou Zecca : région « pacifiée » par les commandos noirs de Ballardière. A la suite d'une série d'embuscades très meurtrières, l'armée se décida à intervenir. Le bataillon qui connut plusieurs pertes dura plus de dix jours. Un communiqué du 13 août établit les pertes rebelles à 800 hommes, comme le remarque « l'Express ». Si Lecoate a publié ces chiffres à la veille de la session de l'O.N.U. c'est pour couvrir les pertes françaises très lourdes. Ce qu'il faut noter, c'est, outre l'ampleur de l'engagement de la bataille, l'armement des « rebelles » et la confiance qu'ils semblent en avoir eue. Les uniformes français, et en utilisant des postes de radio qui déroutèrent les blindés et les hélicoptères.

Cette récente évolution de la structure de l'A.L.N. a de grandes conséquences pour l'avenir. La concentration et l'armement lourd renforcèrent la puissance

de feu de l'A.L.N., et l'efficacité de ses actions, mais ils le rendent plus vulnérable en pays montagneux, mais à faible couverture forestière sous le Nord-Constantinois. La multiplication des maquis pousse à la coordination des forces, c'est-à-dire à la conception d'une stratégie globale, et qui par suite rend impossibles les méthodes du terrorisme aveugle, ou du « berbérisme » (tendances de certains chefs Kabyles à s'imposer autoritairement).

OFFENSIVE PROCHAINE DE L'A.L.N. ?

En résumé : d'un côté, une tendance à se cantonner dans les villes, à édifier des frontières de barbelés, à abandonner le « pacifisme », c'est-à-dire la recherche des contacts avec les civils musulmans; de l'autre, des maquis plus nombreux, mieux coordonnés, des soldats mieux armés et équipés, une mobilité et une efficacité plus grandes, une stratégie globale et offensive. Il est donc plausible que l'A.L.N. déclenche prochainement une offensive générale sur tout le territoire.

A l'ouest, l'A.L.N. frapperait dans les régions de Tlemcen, Colomb-Béchar, Tindouf. A l'est, les attaques porteraient sur la région de Tebessa et du Sud. Au nord, l'offensive pourrait aboutir à la création d'un maquis unique, du Nord-Constantinois (région d'El Milia) à l'Ouarsenis, qui ferait peser une menace permanente sur Philippeville, Bone, Alger et les villes de la région de l'Oranie. Les raids sur les villes se multiplieraient, et il semble que ce soit l'Oranie qui sera la première à être prise. Les résultats de cette offensive ? Les événements prochains nous l'apprendront. J. ROUMIEUX.

(1) Cet article était écrit avant que ne soit annoncée la proclamation de « l'état d'alerte » en Oranie, qui en confirme pleinement les conclusions (N.D. L.R.).



de la vallée de la Soummam et de Melouza.

Il faut le dire nettement : cette situation risque de soulever contre la cause algérienne de la liberté, l'opinion française et internationale. De nombreux amis français qui, de tout temps, nous ont soutenus,





